



**FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE**

**BURUNDI : Une grave crise de leadership  
politique à l'origine de la destruction  
du tissu social et économique**

# **RAPPORT**

**SUR LA GOUVERNANCE ET LES DROITS  
SOCIO- ECONOMIQUES AU BURUNDI**

**mai 2017**

**[www.forscburundi.org](http://www.forscburundi.org)**

## **TABLE DES MATIERES**

<i>TABLE DES MATIERES</i> .....	<i>i</i>
<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i> .....	<i>ii</i>
<i>RESUME EXECUTIF</i> .....	<i>iii</i>
<i>CONTEXTE GENERAL DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI</i> .....	<i>vi</i>
<i>0. INTRODUCTION</i> .....	<i>1</i>
<i>I. UNE AUTORITE PUBLIQUE DETERMINEE A CONDUIRE LE PAYS DANS L'ABIME</i> .....	<i>3</i>
<i>II. DES CONTRIBUTIONS FORCEES ET BAVURES IMPUNIS COMMISES PAR DES JEUNES DE LA MILICE IMBONERAKURE</i> .....	<i>6</i>
<i>III. IMPACT DU MANQUE DE CARBURANT SUR LA SANTE ET L'ECONOMIE DES BURUNDAIS</i> .....	<i>12</i>
<i>IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</i> .....	<i>17</i>

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>BPS</b>	: Bureau Provincial de la Santé
<b>CDS</b>	: Centre de Santé
<b>CNDD-FDD</b>	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Front pour la Défense de la Démocratie
<b>CONAPES</b>	: Conseil National du Personnel de l'Enseignement Secondaire
<b>CPI</b>	: Cours Pénale Internationale
<b>DPE</b>	: Direction Provinciale de l'Enseignement
<b>FAB</b>	: Forces Armées Burundaises
<b>FORSC</b>	: Forum pour le Renforcement de la Société Civile
<b>FNL</b>	: Front National de Libération
<b>MINISANTE</b>	: Ministère de la Santé
<b>OBM</b>	: Office Burundais des Minerais
<b>OBR</b>	: Office Burundais des Recettes
<b>OHCNUDH</b>	: Office du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
<b>ONU</b>	: Organisation des Nations Unies
<b>PAFE</b>	: Police de l'Air et des Frontières Etrangères
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PNB</b>	: Police Nationale du Burundi
<b>PSI</b>	: Police de Sécurité Intérieure
<b>RDC</b>	: République Démocratique du Congo
<b>STEB</b>	: Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Burundi
<b>SNR</b>	: Service National des Renseignements
<b>UA</b>	: Union Africaine

## **RESUME EXECUTIF**

La crise politique née du troisième mandat illégal du Président Pierre Nkurunziza et ses conséquences dévastatrices s'accroissent au Burundi. Plus les jours passent, plus la situation socio-politique et économique du Burundi se détériore et l'espoir de sortir de cette grave crise s'estompe. L'économie du pays se détériore au jour le jour au moment où le pays compte de plus en plus de morts dus à la maladie, aux assassinats politiques, aux enlèvements, aux disparitions forcées, aux tortures et viols, etc.

Le rapport de FORSC de mai 2017 dénonce une crise de leadership aux conséquences terribles et irréparables dans un pays où les plus hautes autorités administratives appellent à la violence et à la haine entre les composantes sociales. Les leaders politiques du CNDD-FDD au pouvoir violent systématiquement toutes les valeurs humaines qui fondent l'existence d'un Etat de droit au Burundi. Le droit et la justice, la dignité de l'être humain ne sont plus une préoccupation des dirigeants. La protection des droits et libertés individuels et collectifs est devenue un vain mot, mise à l'épreuve depuis le début de la contestation pacifique contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza en 2015.

L'indifférence des autorités face à la souffrance des burundais, leur arrogance contre les partenaires financiers traditionnels, les discours publics incitant à la violence et à la haine cachent mal la volonté de nuisance et la détermination à mettre le pays à feu et à sang.

Le peuple burundais vit aujourd'hui dans le désordre complet à cause d'un leadership qui ne respecte pas les lois et règlements qui doivent réguler la vie d'une société. Personne ne saurait dire qui gouverne entre les autorités politiques et administratives locales, et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD. Chacun d'eux fait sa loi, exige des contributions illégales et improvisées dans sa circonscription qu'il est supposé contrôler et inflige des sanctions hors la loi à quiconque ne parvient pas à satisfaire sa volonté. La milice Imbonerakure est au-dessus de l'administration locale, des services de sécurité et des instances de justice et agit dans l'impunité totale.

Le trésor public est systématiquement vandalisé, le peuple burundais laissé à lui-même dans la famine et la maladie privé de tout l'essentiel.

La pénurie du carburant consécutive au manque de devises dans le pays rend la vie de plus en plus intenable. Les prix des denrées alimentaires sont inabornables, les médicaments essentiels de plus en plus introuvables. Les malades meurent sans pouvoir atteindre les hôpitaux par manque de moyens de déplacement. La situation est de plus en plus insupportable dans tout le pays.

A cette misère s'ajoutent des impôts, taxes exorbitantes, des contributions financières forcées exigées à la population par le parti au pouvoir pour construire des infrastructures de l'Etat et du parti au pouvoir et « *prouver ainsi aux partenaires financiers étrangers que le pays est indépendant* », « *Malheureusement, en faisant fi de la situation de famine et de pauvreté que vit la majeure partie de la population burundaise* », apprend-on de la bouche d'un responsable du parti qui a exigé l'anonymat.

Ce rapport de mai 2017 est composé de trois grandes parties. La première partie dénonce une autorité publique burundaise qui ne met plus en avant le respect des lois et règlements qui fondent un Etat digne de ce nom. Cette partie pointe du doigt le comportement indigne de certaines autorités à la tête du pays qui ont dévié volontairement de leur mission, de leur responsabilité de protéger le peuple et qui sont à l'origine du désordre généralisé qui s'est installé dans le pays.

La deuxième partie évoque les conséquences de ce désordre dû à cette absence de leadership responsable. Personne ne saurait dire aujourd'hui, sans risque de se tromper, qui gouverne entre les autorités politiques et administratives locales et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD. Chacun d'eux fait sa loi, exige des contributions illégales et improvisées dans la circonscription, qu'il est supposé contrôler et inflige des sanctions hors la loi à quiconque ne parvient pas à satisfaire sa volonté. La milice Imbonerakure est au-dessus de l'administration locale, des services de sécurité et des instances de justice et agit dans l'impunité totale.

La troisième partie du rapport revient sur l'impact de la crise de carburant sur l'économie et la santé des citoyens burundais. Dans cette partie, le FORSC dénonce l'attitude peu responsable que l'autorité au plus haut sommet de l'Etat manifeste devant la souffrance du peuple causée par ce manque de carburant que cette même autorité a elle-même créé. La hausse du ticket de transport est venue aggraver la situation alimentaire des ménages qui souffraient déjà de la hausse des prix des produits suite à l'insuffisance de la production. La pénurie du carburant a ensuite aggravé le manque de l'électricité et mis en mal l'activité économique. Les groupes électrogènes qui avaient permis la reprise du travail ont eu des problèmes de fonctionnement par manque de carburant. La conservation des médicaments et le fonctionnement des centres de santé et hôpitaux en a souffert au détriment des malades.

Les problèmes de transport des malades, d'approvisionnement en médicaments et d'évacuation des plus souffrants ont eu des conséquences terribles. Des informations recueillies font état d'un nombre très important de décès inédits surtout en rapport avec la maternité et les enfants de moins de 5 ans qui meurent à cause de l'anémie et d'autres complications de paludisme grave. Nos sources indiquent que des complications lors de l'accouchement emportent un nombre très important de femmes, mais qu'il est strictement interdit aux autorités administratives locales de donner rapport à n'importe qui.

En conclusion, le FORSC regrette le comportement des dirigeants burundais qui font fi des règles fondamentales d'une gestion simple d'un Etat de droit en période moderne de l'histoire du monde. Il dénonce une volonté manifeste du pouvoir CNDD-FDD de détruire toutes les valeurs qui fondent un Etat démocratique en violation flagrante de la constitution et des engagements internationaux pris en ratifiant différents instruments de protection des droits de l'homme.

Le comportement des dirigeants du Burundi cache mal la volonté de nuire à tout un peuple. Leur indifférence face à la souffrance des burundais, leur arrogance contre les partenaires traditionnels, les discours publics incitant à la violence et à la haine attestent gravement la détermination à mettre le pays à feu et à sang si des mesures ne sont pas prises pour les rappeler à l'ordre.

Fortement préoccupé par cette situation, le FORSC émet les recommandations suivantes :

**Au gouvernement du Burundi :**

- Mettre un terme aux discours et slogans qui appellent à la violence et à la haine ;
- Démanteler la milice Imbonerakure qui sème le désordre dans le pays ;
- Mettre fin au détournement des fonds publics et les mettre au service des contribuables en situation de misère entretenue ;
- Mettre un terme aux contributions forcées qui aggravent la situation financière des ménages déjà éprouvés par une pauvreté grandissante ;
- Restaurer un Etat de droits qui respecte la dignité de l'être humain, ses droits et libertés fondamentaux ;
- Privilégier le dialogue, au lieu de la violence, comme moyen de résolution des conflits.

**A la population burundaise :**

- Prendre le courage de ses deux mains et refuser la tyrannie et l'esclavage ;
- Garder la cohésion et rejeter les manipulations politiques qui les appellent à des divisions.

**AP'UA :**

- Réactiver la résolution du Conseil de Paix et Sécurité visant à déployer une force de protection, la Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi (MAPROBU) pour notamment protéger les sites de déplacés internes qui sont sous la menace de la milice Imbonerakure.

**Au Conseil de sécurité des Nations Unies :**

- Mettre en application la résolution 2303 du Conseil de sécurité des nations unies qui autorise le déploiement d'une police onusienne de protection des burundais en détresse.

## **CONTEXTE GENERAL DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI**

### **Contexte politico-sécuritaire :**

Depuis avril 2015, le Burundi est plongé dans une crise politique grave consécutive à la volonté du Président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir en violation flagrante de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation. Malgré que ce dernier avait permis aux burundais de mettre fin à la guerre fratricide en mettant en place un système de cohabitation pacifique entre les composantes de la société burundaise qui s'étaient entredéchirées depuis l'indépendance, le pouvoir CNDD-FDD, en les piétinant, a voulu justifier son intention de se maintenir au pouvoir. Pour cet intérêt personnel et irresponsable, des dirigeants du régime en place ont pris le risque suicidaire de détruire les fondements de l'existence de tout un peuple, sans aucune alternative politique viable.

Devant toute revendication politique légitime, le régime a choisi la violence et la terreur comme la seule voie possible de résoudre tous les différends: « *En politique, on ne tue pas, on élimine les obstacles* », tel est le mot d'ordre des ténors du régime en place au Burundi. Ainsi, le régime a fait taire tout le monde dans le pays. Le multipartisme a cédé la place au monopartisme du seul parti au pouvoir, le CNDD-FDD. Aucune place aux partis politiques qui n'épousent pas les idéaux du parti au pouvoir, aucune voix discordante n'est permise. Le pouvoir a acharnement détruit les médias indépendants et les organisations des droits de l'homme dans le but de cacher toute la vérité sur les dérives autoritaires et criminelles dont il est responsable.

L'espace de l'activité politique est réservé au seul parti au pouvoir et à ses acolytes. Les prisons sont remplies de prisonniers d'opinions qui ont eu la chance de passer dans les mailles du filet de la machine criminelle du SNR, de la police et de la milice Imbonerakure. Des assassinats politiques, des enlèvements et disparitions forcées qui ciblent des présumés et opposants politiques sont une triste réalité au Burundi. Ce contexte politique peu luisant a inévitablement entraîné des mouvements d'exils inquiétants. Aujourd'hui, les réfugiés atteignent plus de quatre cents mille (400 000FBU) et vivent dans des conditions lamentables pendant que les dirigeants ne cessent de déclarer avec dédain que la paix est totale et que ceux qui ont fui le pays ont été victime des rumeurs.

Entretemps, le régime ne cesse de contester les rapports sur les droits de l'homme produits qui pourtant démontrent noir sur blanc, une situation humanitaire dramatique. Il a engagé un bras de fer avec tous les mécanismes régionaux et internationaux de droits de l'homme jusqu'à rompre la collaboration avec l'OHCNUDH et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU suite aux rapports accablants produits par ces instances.

Ces rapports dénoncent notamment de multiples violations de droits de l'homme qui sont commises par la milice Imbonerakure du parti au pouvoir agissant en complicité avec l'administration publique, la police et le SNR pour traquer, torturer, mutiler et assassiner toute personne soupçonnée d'être ou opposant du régime en place. Pour échapper à la justice internationale et rassurer sa machine criminelle, le régime de Pierre Nkurunziza s'est retiré de la CPI.

### *Contexte socio-économique*

Le contexte politico-sécuritaire ci-haut évoqué a eu des répercussions directes sur la vie socioéconomique des burundais. Le régime en place a mis dans ses préoccupations quotidiennes son maintien au pouvoir et a mis de côté tout ce qui est en rapport avec le développement économique. Le désordre social causé par la milice Imbonerakure dans les collines ne permet pas à la population de vaquer normalement aux activités économiques ou de vivre paisiblement dans leurs biens. Au lieu d'encadrer la population, la milice Imbonerakure en complicité avec l'administration locale passe tout le temps à rançonner les citoyens pour, soit construire des permanences du parti au pouvoir, soit rémunérer ces jeunes miliciens au service du régime en place. Tous les fonctionnaires de l'Etat, tous les services publics et privés dont les services de santé et de l'éducation, le service de transport, les commerçants, les policiers et militaires sont tous contraints de payer des contributions forcées pour le compte du CNDD-FDD au pouvoir, à côté des taxes et impôts revus régulièrement et considérablement à la hausse.

Parallèlement et curieusement, au moment où l'on attendait que ces impôts et taxes servent pour l'intérêt national, tous les secteurs de la vie économique du pays souffrent du manque criant de carburant et d'électricité suite au pillage systématique du trésor public et à la mauvaise gestion de l'Etat dont le régime Pierre Nkurunziza est responsable. Pour se cacher la face, ce dernier jette la responsabilité aux partenaires financiers et aux opposants politiques en même temps qu'il clame sa souveraineté et sa capacité de s'auto suffire.

Les produits alimentaires connaissent une montée vertigineuse des prix suite à l'insécurité qui règne dans le pays, à l'insuffisance de la production et à l'instabilité de la main d'œuvre.

La famine et la maladie frappent une population burundaise laissée à elle-même et prise en otage par un pouvoir irresponsable qui ne vit actuellement que de la manipulation et du mensonge pour cacher la vérité.

Des enfants abandonnent en grand nombre l'école à cause de cette famine et de la maladie pendant que d'autres sont victimes de viols, un crime érigé en une arme de guerre par le parti au pouvoir.

## 0. INTRODUCTION

La crise politique née du troisième mandat illégal du Président Pierre Nkurunziza et ses conséquences dévastatrices s'accroissent au Burundi. Plus les jours passent, plus la situation socio-politique et économique du Burundi se détériore et l'espoir de sortir de cette grave crise s'estompe. L'économie du pays se détériore au jour le jour au moment où le pays compte de plus en plus de morts dus à la maladie, aux assassinats politiques, aux enlèvements, aux disparitions forcées, aux tortures et viols, etc.

Le rapport de FORSC de mai 2017 dénonce une crise de leadership aux conséquences terribles et irréparables dans un pays où les plus hautes autorités administratives appellent à la violence et à la haine entre les composantes sociales. Les leaders politiques du CNDD-FDD au pouvoir violent systématiquement toutes les valeurs humaines qui fondent l'existence d'un Etat de droit au Burundi. Le droit et la justice, la dignité de l'être humain ne sont plus une préoccupation des dirigeants. La protection des droits et libertés individuels et collectifs est devenue un vain mot, mise à l'épreuve depuis le début de la contestation pacifique contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza en 2015.

L'indifférence des autorités face à la souffrance des burundais, leur arrogance contre les partenaires financiers traditionnels, les discours publics incitant à la violence et à la haine cachent mal la volonté de nuisance et la détermination à mettre le pays à feu et à sang.

Le peuple burundais vit aujourd'hui dans le désordre complet à cause d'un leadership qui ne respecte pas les lois et règlements qui doivent réguler la vie d'une société. Personne ne saurait dire qui gouverne entre les autorités politiques et administratives locales et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD. Chacun d'eux fait sa loi, exige des contributions illégales et improvisées dans sa circonscription qu'il est supposé contrôler et inflige des sanctions hors la loi à quiconque ne parvient pas à satisfaire sa volonté. La milice Imbonerakure est au-dessus de l'administration locale, des services de sécurité et des instances de justice et agissent dans l'impunité totale.

Le trésor public est systématiquement vandalisé, le peuple burundais laissé à lui-même dans la famine et la maladie privé de tout l'essentiel.

La pénurie du carburant consécutive au manque de devises dans le pays rend la vie de plus en plus intenable. Les prix des denrées alimentaires sont inabornables, les médicaments essentiels de plus en plus introuvables, les malades meurent sans pouvoir atteindre les hôpitaux par manque de moyens de déplacement. La situation est de plus en plus insupportable dans tout le pays.

A cette misère s'ajoutent des impôts, taxes exorbitantes, des contributions financières forcées exigées à la population par le parti au pouvoir pour construire des infrastructures de l'Etat et du parti au pouvoir et « *prouver ainsi aux partenaires financiers étrangers que le pays est indépendant* », « *Malheureusement en faisant fi de la situation de famine et de pauvreté que vit la majeure partie de la population burundaise* », apprend-on de la bouche d'un responsable du parti qui a exigé l'anonymat.

Ce rapport de mai 2017 est composé de trois grandes parties. La première partie dénonce une autorité publique burundaise qui ne met plus en avant le respect des lois et règlements qui

fondent un Etat digne de ce nom. Cette partie pointe du doigt le comportement indigne de certaines autorités à la tête du pays qui ont dévié volontairement de leur mission, de leur responsabilité de protéger le peuple et qui sont à l'origine du désordre généralisé qui s'est installé dans le pays.

La deuxième partie évoque les conséquences de ce désordre dû à cette absence de leadership responsable. Personne ne saurait dire aujourd'hui, sans risque de se tromper, qui gouverne entre les autorités politiques et administratives locales et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD. Chacun d'eux fait sa loi, exige des contributions illégales et improvisées dans la circonscription, qu'il est supposé contrôler et inflige des sanctions hors la loi à quiconque ne parvient pas à satisfaire sa volonté. La milice Imbonerakure est au-dessus de l'administration locale, des services de sécurité et des instances de justice et agit dans l'impunité totale.

La troisième partie du rapport revient sur l'impact de la crise de carburant sur l'économie et la santé des citoyens burundais. Dans cette partie, le FORSC dénonce l'attitude peu responsable que l'autorité au plus haut sommet de l'Etat manifeste devant la souffrance du peuple causée par ce manque de carburant que cette même autorité a elle-même créé. La hausse du ticket de transport est venue aggraver la situation alimentaire des ménages qui souffraient déjà de la hausse des prix des produits suite à l'insuffisance de la production. La pénurie du carburant a ensuite aggravé le manque de l'électricité et mis en mal l'activité économique. Les groupes électrogènes qui avaient permis la reprise du travail ont eu des problèmes de fonctionnement par manque de carburant. La conservation des médicaments et le fonctionnement des centres de santé et hôpitaux en a souffert au détriment des malades.

Les problèmes de transport des malades, d'approvisionnement en médicaments et d'évacuation des plus souffrants ont eu des conséquences terribles. Des informations recueillies font état d'un nombre très important de décès inédits surtout en rapport avec la maternité et les enfants de moins de 5 ans qui meurent à cause de l'anémie et d'autres complications de paludisme grave. Nos sources indiquent que des complications lors de l'accouchement emportent un nombre très important de femmes, mais qu'il est strictement interdit aux autorités administratives locales de donner rapport à n'importe qui.

Des recommandations sont à la fin adressées à différents acteurs dont l'UA et l'ONU allant dans le sens de protéger la population burundaise en détresse.

## **I. UNE AUTORITE PUBLIQUE DETERMINEE A CONDUIRE LE PAYS DANS L'ABIME**

Le Burundi traverse un moment de grave crise de leadership politique qui fait reculer le pays de plusieurs siècles. Le pays vit actuellement le siècle de l'obscurité et des antivaleurs. Tout est permis au Burundi, les lois qui fondent l'existence des sociétés humaines modernes sont reléguées au second plan. Le droit et la justice, la dignité de l'être humain ne sont plus une préoccupation des dirigeants. L'autorité publique a stratégiquement divisé les citoyens pour mieux régner sur eux. Comme du temps d'Hitler en Allemagne, les hautes autorités rêvent de divisions tribales et ethniques, et menacent d'anéantir toute une population qui n'adhère pas à l'idéologie du parti au pouvoir.

**« Umwiza uva i bukuru ugakwira hose » c'est-à-dire « Un mal qui vient de l'autorité se répand plus facilement dans la population » « Si on prêche par un mauvais exemple, on se fait facilement suivre », disent l'adage burundais.**

Depuis que le président Pierre Nkurunziza a décidé de violer la Constitution et l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, des comportements de violations de la loi et des règlements qui fondent la nation sont observés partout dans le pays. Des autorités administratives font tout ce que bon leur semblent. Ils se moquent éperdument des principes sacrosaints qui régissent le monde des humains et ont instauré la loi de la jungle dans le pays. Les plus hautes autorités de l'Etat se relayent sur le podium public pour inciter à la violence et à la haine contre les opposants politiques. « *Le noyau du régime construit son pouvoir autour d'un discours de la haine. (...) une menace à peine voilée contre tous les opposants, un appel au nettoyage politico-ethnique qui continue* », constate le Délégué Général du FORSC, Me Vital Nshimirimana.

### **Des cas d'illustrations :**

Le président Pierre Nkurunziza lors de son investiture à la présidence du troisième mandat illégal et anticonstitutionnel a déclaré publiquement que ses opposants politiques sont des « *Mujeri* » c'est-à-dire des « *chiens maigres et errants* » qui dans la tradition burundaise font objet de tuerie. Il a ensuite ajouté que tous ses opposants vont disparaître un à un se réduisant comme une peau de chagrin. Ce discours était un appel à la violence et aux crimes contre ses opposants politiques. Aussitôt dit, aussitôt fait. Aujourd'hui, le bilan est terrible, plus de 2000 personnes ont été assassinés pendant que plusieurs autres sont portées disparues sans oublier des prisonniers politiques qui remplissent les prisons du Burundi et qui sont pour la plupart victimes de tortures graves. En date du 31 décembre 2016, lors d'une « croisade » de prière organisée par le palais présidentiel, le Président Pierre Nkurunziza a prononcé un discours apocalyptique pour faire trembler tous ses opposants. « *La voix de dieu va faire trembler le ciel et la terre et à cause du Burundi (...) le feu de dieu va brûler tout ce qui est superflu* », tels sont les mots utilisés par le chef suprême. Par après, le nettoyage politico-ethnique a accentué sa vitesse. Le viol, les exécutions sommaires, les tortures, les enlèvements et disparitions forcées se sont intensifiés.

Le Président du sénat Révérien Ndikuriyo a excellé dans ses discours publics à l'appel à la violence et à la guerre contre les opposants politiques du régime. En date du 29 octobre 2016, lors d'un discours prononcé devant un parterre d'élus locaux en Mairie de Bujumbura, il a

utilisé des mots qui rappelaient ceux utilisés par des médias rwandais qui avaient incité au génocide des Tutsis, entre 1991 et 1994. Des mots comme « travailler », « pulvériser », « mettre le paquet » suggéraient l’extermination de tous les opposants politiques du régime.

En date du 7 avril 2017, le président du Sénat a encore prononcé un discours incitant à la violence et à la haine contre les opposants politiques. Il a notamment exhorté la population de Kazirabageni situé en commune Nyanza-lac, province Makamba d’où il est natif, à éliminer silencieusement toute personne inconnue et non-originaire de la province Makamba. Il a utilisé le terme « kwegeranya » qui se traduit littéralement par « rassembler ». Le terme est aussi utilisé dans la tradition burundaise quand il s’agit d’enterrer un mort.

« *Ces personnes inconnues qui viennent des provinces Mwaro et Muramvya pour déambuler dans ces palmeraies, il faut les tuer silencieusement* », a martelé le président du Sénat. Dans cette localité de Kazirabageni, six personnes venaient d’être arrêtées une semaine plus tôt, soupçonnées d’appartenir à des groupes armés.

C’est dans ce climat de peur et d’inquiétude que le président du Sénat avait effectué une descente dans cette localité. Au lieu d’apaiser les habitants, Réverien Ndikuriyo a incité la population à la violence contre des personnes inconnues de la localité.

Ce discours de haine a été prononcé quelques jours après la diffusion d’une vidéo où les jeunes Imbonerakure du parti CNDD-FDD de la commune Ntega, provinve Kirundo pronaient les violences sexuelles envers les supposés ennemis du pouvoir. La vidéo appelait les Imbonerakure de tout le pays au viol des filles et des femmes proches de l’opposition « pour enfanter des Imbonerakure ». Dans cette même vidéo, les jeunes Imbonerakure criaient –à la mort du Président Rwandais Paul Kagame.

Le premier Vice-Président Gaston Sindimwo n’a pas manqué au rendez-vous des coups-bas de l’irresponsabilité politique. Dans ses discours contre les sites de déplacés de guerre, il a annoncé le plan du gouvernement d’effacer tous les sites de déplacés de guerre. Pour lui, la guerre est finie, c’est anormal qu’il y ait encore dans le pays des déplacés dits de guerre, les camps de sinistrés de guerre doivent ainsi être démantelés.

Devant les sanctions économiques prises contre le Burundi, ce même premier Vice-Président de la République du Burundi dira que les conséquences des sanctions ne s’attaquent pas au Président de la République, mais que ces sanctions s’abattent sur le peuple. Pour lui, le dernier kg de sucre sera toujours réservé au Président et non à la population.

Certaines autorités administratives confondent l’exercice du pouvoir public à celui d’un particulier et agissent en dehors de toute règle et lois régissant la société humaine dans un Etat de droit. Elles abusent de leur pouvoir, comme si tout leur était permis.

L’administrateur de la commune Cendajuru, province Cankuzo à l’est du pays, la nommée Nibaruta Beatrice, abuse de son pouvoir. Selon des sources sur place, cet administratif ne paie plus les provisions de sa propre famille. Selon des vendeurs du marché de sa commune contactés, vendre quelque chose à cet administrateur est synonyme de lui faire cadeau. Il a pris l’habitude de prendre sans payer les légumes, les boissons, les bananes, les poulets. Quand les vendeurs lui demandent de payer, la réponse est unique “vas où tu veux”. Elle se dit être très proche du gouverneur de la province Cankuzo et du président de la République,

raison pour laquelle elle reste intouchable malgré les torts qu'elle cause à la population de sa commune, apprend-on des sources du parti au pouvoir.

Toute personne ayant un chantier dans la commune de Cendajuru ne peut pas déposer six camions bennes de sable, de gravier ou de moellon avant de déposer un dans le chantier propre de l'administrateur. Si c'est le cas, ce dernier envoie des Imbonerakure pour arrêter les travaux de construction, selon les mêmes sources.

La population de la commune Cendajuru se lamente mais n'ose pas dénoncer publiquement les abus de l'administrateur pour éviter d'être taxés de rebelles avec toutes les conséquences qu'elle en subirait.

Un autre exemple d'abus d'autorité se passe en commune Ruhororo. L'administrateur communal Mamerte Birukundi se comporte comme un petit dieu dans sa commune. Elle viole les droits et libertés des individus sans qu'elle soit inquiétée. A titre d'illustrations :

- Elle a exigé à tout éleveur de vaches de vendre le lait dans une coopérative qu'elle a, elle-même créée, comme si toutes les vaches de sa commune appartenaient à la commune. Une amende d'au moins 15000 F est prévue contre les contrevenants à la mesure. Il est aussi interdit de s'asseoir à deux ou à trois devant les boutiques qui se trouvent au site de déplacés de guerre de Ruhororo. Elle arrête tout visiteur du site de déplacés à qui elle exige le paiement de rançons avant la libération.
- Depuis le 14 mai 2017, Madame Mamerte Birukundi persécute un certain Nahimana Jean, originaire de la colline Mutobo, zone Ruhororo sous prétexte que ce dernier a refusé que l'équipe de football dont il est président soit considérée comme équipe communale. Par conséquent, elle a ordonné que Monsieur Nahimana Jean soit dépourvu de la qualité de membre de toutes les associations œuvrant en commune Ruhororo. La décision n'a pas tardé à être mise en application car la victime a été limogée du poste de président d'une coopérative des caféiculteurs (Nkorerangukize) et en même temps rayée de la liste des membres de cette coopérative. L'administrateur avait suspendu les activités de ladite coopérative jusqu'à ce que le nom de la personne ne figure plus sur la liste des membres. Ajoutons que Nahimana Jean n'a plus pour le moment le droit d'organiser un match sur tous les terrains de football de la commune Ruhororo tant que Madame Mamerte est encore administrateur de la commune Ruhororo. Les amateurs de football en commune Ruhororo sont pour le moment dans une situation non confortable suite à ce mauvais comportement de l'administrateur. L'administrateur a trouvé un motif pour persécuter sa victime, il accuse cette dernière d'être cachée derrière le parti CNDD-FDD alors qu'il œuvre pour le parti FNL-Rwasa, selon l'administrateur.

De leur côté, des gouverneurs de province prennent des mesures interdisant des commerçants à vendre librement leurs produits en dehors de leurs provinces, intimant l'ordre à ces derniers de demander autorisation préalable. C'est le cas notamment des provinces Ruyigi, Bubanza, Cibitoke et Makamba. C'est le cas aussi des contributions forcées imposées par des gouverneurs de provinces pour la construction d'infrastructures communales et/ou du parti au pouvoir. Sans consultation, des gouverneurs notamment ceux des provinces Karusi, Ruyigi et

Cibitoke exigent des pourcentages ou des montants forfaitaires à retirer des salaires des fonctionnaires en violation flagrante du code du travail. En province Ruyigi, le gouverneur de la province Abdallah Hasani a autorisé la création d'une « Association pour la sécurité routière », regroupant des Imbonerakure, qui rackettent au quotidien des chauffeurs de camions transportant sable, moellon et pierre à raison de 500 Frs par tour et 1000 Frs par jour.

En complicité avec l'administration locale, les jeunes Imbonerakure font la pluie et le bon temps. Les imbonerakures remplacent la police en faisant des rondes nocturnes avec des matraques et des fusils. Certains sont vêtus des uniformes imperméables de la PNB, utilisent même les motos de police.



Selon des sources recueillies sur place, cette moto a été garée dans la cour de l'Ecole Fondamentale Humure, en province Cankuzo, par un chef d'Imbonerakure de la commune Kigamba, le nommé Macumi Léonidas, diplômé D7, et enseignant à cette école. Il utilise la moto de la police pendant la nuit en ronde nocturne pour superviser les rondes dans tous les coins de la province. Ce chef Imbonerakure arrête et torture toute personne soupçonnée de ne pas être de tendance CNDD-FDD.

## ***II. DES CONTRIBUTIONS FORCEES ET BAVURES IMPUNIS COMMISES PAR DES JEUNES DE LA MILICE IMBONERAKURE***

Le peuple burundais vit aujourd'hui dans le désordre complet imposé par des administratifs irresponsables qui ne respectent pas les lois et règlements qui doivent réguler la vie d'une société. Personne ne saurait dire qui gouverne entre les autorités politiques et administratives locales et la milice Imbonerakure du parti CNDD-FDD. Chacun fait la loi, exige des contributions illégales et improvisées dans la circonscription qu'il est supposé contrôler et inflige des sanctions hors la loi à quiconque ne parvient pas à satisfaire sa volonté. Pour preuves, voyons brièvement ce qui se passe dans certaines localités du pays et à différents niveaux de la structure sociale.

1° En province Bubanza, le gouverneur de province, Monsieur Tharcisse Niyongabo continue à exiger des contributions forcées pour la construction du stade provincial. Dans une réunion tenue à l'endroit des administrateurs communaux de son ressort et des 90 chefs de collines de sa province, il les a rappelés à verser tous les lundis chez les administrateurs communaux, toutes les contributions de la population de leurs collines respectives, ainsi que leurs propres contributions de l'ordre de 10 000fbu chacun tirés de leur salaire mensuel de 20 000fbu. Les administrateurs versent à leur tour ces montants sur le compte du gouverneur, selon des informations recueillies auprès de certains chefs de colline.

Il a profité de cette rencontre pour demander à ces administratifs à la base d'empêcher toute personne voulant fuir le pays à partir de leurs localités respectives, de surveiller de près les mouvements de sorties et il leur a dit que personne n'a le droit d'avoir un document de voyage.

Dans cette province, les Imbonerakure se sont substitués aux forces de l'ordre dans toutes les communes. A titre d'exemple, le chef de colline Musenyi de la commune Mpanda a "décrété" un couvre-feu à partir de 22 heures et chargé les Imbonerakure du strict respect de cette décision. Ces derniers le font matraques dans la main et fusils en bandoulière. En date du 30 mai 2017 ils ont battu à mort et dépouillé de ses huit cent mille francs (800 000fbu) un certain Ndayiragije qui rentrait vers 23 heures. La justice a eu le courage d'arrêter les chefs Dogo, Ferdinand et Ntaconayigize qui sont aujourd'hui en prison ; mais des rumeurs circulent disant qu'il y a une pression pour que ces derniers soient relaxés.

Dans cette province, des directeurs d'écoles fondamentales ont été convoqués à partir du 9 mai 2017 au parquet de Bubanza. Le DPE indique que c'était pour qu'ils expliquent comment ils gèrent les « frais de sport » collectés dans toutes les écoles et qui devraient, selon les propos du DPE, être virés sur un compte bien connu de la DPE. La contribution de chaque élève est de 1000 Fr répartie comme suit : 700 fr à virer sur le compte de la DPE et les 300 qui restent doivent être gardés à l'école. Ce paiement est fait en plus du minerval, et les mille francs se volatilisent sans aucune justification, raison pour laquelle ces directeurs ont été convoqués en justice pour s'expliquer. Les parents des élèves dénoncent aussi la gestion des « frais de livres et laboratoires » variant entre 1000fr et 2000fr qui sont aussi payés en même temps que les frais de sport et le minerval. A noter que les frais de sport et les frais des livres et laboratoires sont payés une fois par an.

Il y a aussi des contributions pour la construction des locaux à raison de 5000 Fr par élève ou écolier, les frais de photocopies, les frais pour payer le veilleur de l'école, ... Avec toutes ces contributions obligatoires et forcées, certains élèves finissent par abandonner l'école. L'administrateur de la commune Bubanza a précisé lors d'une réunion de sécurité, qu'il y a beaucoup d'abandons à l'écolo Zina, située dans cette province suite à beaucoup de contributions exigées aux élèves.

Entretemps, le gouverneur de Bubanza continue à exiger des contributions financières pour la construction du stade provincial. Il a confié la collecte à la milice Imbonerakure. Samedi le 6 mai 2017, par exemple, un groupe d'Imbonerakure de la commune Gihanga a tendu une

barrière à tous les passants sur la 5<sup>ème</sup> transversale. Un témoin raconte ce qu'il a vu de ses propres yeux : *« Je me rendais à Kivyuka pour une fête du CNDD-FDD de commémoration du 21<sup>ème</sup> anniversaire des massacres de plus de 400 personnes en 1996. La moto que j'avais prise a été alors saisie par ce groupe d'Imbonerakure qui exigeaient 5000 fr du ~~un~~ motard pour la construction du stade. Il est arrivé quelqu'un qui m'a aidé à réconcilier les deux parties et le motard a promis qu'il allait payer les 5000 fr de retour. »*

2° En Mairie de Bujumbura, des jeunes Imbonerakure du parti CNDD FDD en zone Musaga, Mairie de Bujumbura, pillent la population au grand jour en leur demandant de l'argent pour le parti CNDD FDD. Cela se passe dans le quartier Gitaramuka dans la même zone de Musaga où un certain Jackson, chef des Imbonerakure de Gitaramuka et Paul, fils du vieux Ntorogo et Kazungu, fils de Jerfure, tous habitants dans ce même quartier, sillonnent le quartier, maison par maison, en demandant des cotisations pour la construction de la permanence du parti CNDD FDD. Certains paient 10000 Fbu, les autres 5000Fbu ou 500 Fbu, suivant la situation financière de chacun et sans aucun justificatif. Ces Imbonerakure collectent cet argent dans un climat d'intimidation et de menace.

Contacté, le responsable du parti au pouvoir en zone urbaine de Musaga du nom de Teso nie les faits et dit que celui qui collecte de l'argent au nom du parti CNDD FDD est un voleur et qu'il faut l'arrêter. Mais ces jeunes continuent de rançonner la population sans se soucier de quoi que ce soit et en complicité avec l'administration locale.

En outre, après l'explosion d'une grenade qui a emporté le tristement célèbre Cedrick et ses deux amis, ces Imbonerakure de la zone urbaine de Musaga ont multiplié les patrouilles de nuit. Toute personne qui rentre après 20h est menacée de mort. Ceux qui cuisinent à l'extérieur de leur maison sont forcés de le faire à l'intérieur de leurs maisons. Ceux qui possèdent des boutiques alimentaires sont forcés de les fermer, sinon ces dernières sont systématiquement pillées. Il faut leur donner de l'argent pour pouvoir continuer à travailler au-delà de 20 heures. Chaque samedi, les Imbonerakure obligent les habitants de ce quartier à se présenter aux travaux de campagne du CNDD-FDD et à participer de force aux manifestations de soutien au régime du Président Pierre Nkurunziza.

Les jeunes filles de la composante sociale tutsi de la zone urbaine de Musaga et du quartier Gasekebuye sont violées et menacées de mort par ces Imbonerakure. Un jeune Imbonerakure dont notre interlocuteur n'a pas pu avoir l'identification a violé une jeune fille de 16ans qu'il a détournée quand elle regagnait son domicile après son cours du soir. Il a passé la nuit avec elle à l'insu des parents qui ont vainement cherché leur enfant pendant toute une soirée. C'est grâce à une amie d'école de la victime que les parents ont su où elle avait passé la nuit. Ils ont essayé de se plaindre, en vain. Par contre, le père de cette jeune fille a subi plusieurs menaces de la part du criminel.

Dans cette même zone urbaine de Musaga, une élève de la 1<sup>ère</sup> technique au collège Etoile de Kanyosha K.D a été renvoyée par la direction de cette école en l'accusant d'être enceinte. La fille affirme effectivement être enceinte de 6mois et précise avoir été violée par son directeur du nom de Ruraturvya Salvator, un jeune Imbonerakure très actif dans cette localité. Les parents de la fille craignent des représailles s'ils osent porter l'affaire devant le tribunal.

3° En province Karusi, le ministère de l'intérieur a réagi à la surprise de tous, sur la décision du gouverneur de la province Karusi qui exige presque chaque mois le paiement de 3% du salaire à chaque fonctionnaire œuvrant dans sa province, pour la construction du stade de Karusi. En effet, l'assistant du ministre de l'intérieur et porte-parole de ce ministère a indiqué que les contributions de la population pour la réalisation d'un projet de développement ne peuvent en aucun cas être obligatoires. Il a conseillé au gouverneur d'organiser des réunions de sensibilisations jusqu'à ce que ces fonctionnaires donnent volontairement ces contributions. Mr Therence Ntahiraja a fustigé les retenus sur les salaires des fonctionnaires pour la construction du stade. Il conseille à Carinie Mbarushimana, le gouverneur, d'aller dans d'autres provinces où des projets du genre ont été réalisés pour s'informer sur les stratégies de mobilisation des collectes. Cette réaction du ministère de tutelle est intervenue après que les responsables des syndicats STEB et CONAPES des enseignants de la province Karusi aient exprimé leur inquiétude en rapport avec le recouvrement de ces contributions forcées.

4° En province Makamba, surtout en communes Mabanda et Kibago, des Imbonerakure font la pluie et le bon temps. Ils arrêtent des citoyens, les dépouillent de leur argent après les avoir torturés. Des ex-FAB continuent d'être la cible de ces Imbonerakure qui collaborent avec le SNR et l'administration publique. Le nommé Singirankabo Sylvestre a été arrêté et incarcéré au cachot du poste de police en commune Mabanda depuis mercredi le 31 mai 2017. Il a été arrêté par un agent du SNR à Rumonge connu sous le sobriquet de Never qui était en contact avec des jeunes Imbonerakure. Cet ex-FAB est accusé d'atteinte à la sécurité de l'Etat et d'outrage aux institutions. Une rançon de 400000 francs lui a été exigée pour être libéré.

En commune Kibago, des policiers appuyés de jeunes Imbonerakure infligent des traitements inhumains et dégradants aux burundais venant de la Tanzanie, qui affirment s'y être rendus pour chercher du travail. Dans la nuit du 21 mai 2017, 6 personnes venant de la Tanzanie ont été dépouillées de leur argent par ces derniers à la position de Kayogoro, sur la colline Mbizi.

En commune Vugizo, des jeunes Imbonerakure ont détruit, sans être inquiétés, la maison d'une famille d'un rapatrié du prénom Charlier.

En commune Makamba, deux miniers Misago et un prénommé Emmanuel ont été arrêtés le 30 mai 2017 par le commissaire PSI alors qu'ils réclamaient leur dû à un certain Idi Best, membre très influent du CNDD-FDD. Au lieu de rembourser la dette qu'il leur devait, le jeune Imbonerakure Idi Best a usé de son influence pour repousser ses créanciers leur faire du mal.

Concernant l'exploitation minière, les propriétaires des terrains à exploitation de moellon et sable sont inquiets à propos des mesures d'interdiction des activités. Désormais, l'exploitation de ces mines se fera moyennant paiement d'une taxe annuelle d'une somme de 1.500.000 francs. Les personnes qui ont des chantiers en construction disent être accablées par ces mesures qui visent la hausse des prix des matériaux de construction.

Par ailleurs, le gouvernement du Burundi vient de mettre en place l'Office Burundais des Minerais (OBM) pour restreindre l'exploitation des minerais en imposant des impôts exorbitants. Cet office va aussi gérer l'argile et certains matériaux de construction. Ainsi, une association de fabrication de briques en province Ngozi a été obligée de payer un impôt allant

jusqu'à huit millions pour deux ans c'est-à-dire 2016 et 2017 anticipativement alors que l'impôt est payé en fonction du chiffre d'affaire réalisée au cours de l'année.

5° En province Muramvya, la population de la commune Rutegama se lamente à cause des différentes contributions forcées qui leurs sont demandées par l'administration communale. En effet, chaque ménage est contraint de payer 2.000fbu par mois pour la « construction » du nouveau bureau communal, 5.000 pour les fonctionnaires et commerçants. La population doit également payer 1.000fbu pour la régie communale de l'eau, 1.000fbu pour l'entretien de l'ambulance, et 2.000fbu appelés « participation au développement ».

La population très démunie dénonce des contributions dont elle ne voit pas la destination et l'utilité.

6° En province Rumonge, de nouvelles cotisations forcées pour la construction d'un bureau de la zone Gatete sont exigées par l'administration locale. Les habitants de la zone Gatete, commune et province Rumonge, au sud du pays, disent être fatigués par des mesures administratives visant simplement la collecte de l'argent. De son côté, l'autorité provinciale dans cette même province est en train de collecter des contributions financières pour la construction de la maternité de l'hôpital de Rumonge.

Tout le monde, la population, les petits et grands commerçants, boutiquiers, motards, véhicules, taxi –vélos et fonctionnaires ont été contraints chacun à payer une cotisation forcée allant de 5000 à 20000 francs burundais. Les directeurs des écoles ont reçu l'ordre de collecter cet argent auprès des enseignants pendant que les Imbonerakure s'occupent des autres catégories de contribuables, d'après un commerçant qui nous a livré l'information.

Un boutiquier par exemple est appelé à payer une somme de 10000 francs bu, un propriétaire d'un restaurant donne une somme de 20000 franc bu. Ceux qui ne donnent pas cet argent sont considérés comme des opposants au développement. Or, certains disent que le pouvoir d'achat des populations s'est considérablement réduit notamment à cause du manque de courant électrique. Des propriétaires de cafeterias, d'ateliers de soudures, de secrétariats publics travaillent à perte ou abandonnent progressivement ces activités.

A côté de ces cotisations forcées, la commune a revu à la hausse les taxes communales sur toutes les activités et la population se trouve dans l'incapacité totale de faire face à ces taxes et cotisations forcées. Il est prévisible que le gouvernement s'est désengagé dans la quasi-totalité de ses obligations envers la population.

Selon des sources variées au sein du parti au pouvoir, les autorités administratives ont reçu l'autorisation de demander des cotisations forcées auprès de la population pour montrer à son électorat que les sanctions prises par les partenaires financiers dont l'UE sont sans effets, et que le pays peut se passer de l'argent des bailleurs et continuer à s'auto-développer. Cela d'ailleurs ressort des slogans qui sont scandés par les membres du parti au pouvoir presque tous les samedis quand ils font des manifestations.



7° En province Ruyigi, le gouverneur a sorti le 27 mars 2017, une note circulaire qui exige à chaque fonctionnaire de l'Etat, à chaque policier et militaire de payer pendant 12 mois un forfait mensuel sur le salaire qui varie entre 5000 et 30000 Fr, selon le titre et la catégorie. Dans cette note, le gouverneur Abdallah précise que ces contributions sont destinées à la construction d'un centre d'enseignement des métiers, un bureau provincial et la fondation Darius Ikurakure, un militaire originaire de la province tué dans les enceintes de l'Etat-major Général de l'armée, après avoir commis des assassinats à l'endroit des manifestants contre

le troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

Précisons que le même gouverneur avait sorti en janvier 2017 une autre note circulaire qui exigeait aux enseignants de s'acquitter chacun d'une contribution financière de 2000F pour la construction d'un bureau provincial en étage.

8° La corruption et les contributions forcées continuent à miner le secteur de la santé. Au moment où les structures sanitaires sont menacées de fermer leurs portes faute de moyens et d'investissements de l'Etat, le parti au pouvoir ne cesse d'exiger de ces structures sanitaires des contributions avec des motifs non fondés. Comme les responsables de ces structures sont en majorité membres du parti CNDD-FDD, ils ne peuvent pas résister à cette pression de peur d'être démis de leurs fonctions.

Nous avons recueilli quelques témoignages d'un gestionnaire du CDS et d'une infirmière victimes de harcèlements par leurs supérieurs hiérarchiques.

- *« Je m'appelle J.H, je travaillais comme gestionnaire dans l'un des CDS du BPS de Kirundo. Mon chef hiérarchique de district sanitaire me sollicitait sans cesse pour débloquer une somme importante d'argent en complicité avec mon titulaire de Centre de Santé, sans aucune pièce justifiant la sortie de l'argent. J'ai essayé de résister mais le titulaire de mon Centre de Santé m'a approché pour me convaincre et me garantir que personne ne viendra contrôler l'utilisation des fonds des CDS. Après avoir constaté que je refusais cette demande, le chef de district avait ensuite essayé de m'inviter à coucher avec lui, mais j'ai refusé en lui expliquant que je suis légalement mariée. La colère a continué à monter et la punition n'a pas tardé à tomber, ils m'ont destituée de ma fonction. Maintenant, je suis un simple travailleur et je travaille dans la peur panique. »*
- *« Je m'appelle N. D. Je suis infirmière dans l'un des CDS du BPS Ngozi. Je ne suis pas membre du parti au pouvoir. Mais sous les intimidations de mon titulaire, membre influent du CNDD-FDD (Umukenyererarugamba), j'ai été obligée de donner la cotisation au parti politique, sans reçu. Un jour, elle m'a demandé pourquoi je n'adhère pas au parti. Elle m'accuse de ne pas participer dans des activités organisées par le parti CNDD-FDD : « Je ne remarque pas ta présence », me*

*reproche-t-elle. Je lui ai répondu que seule la prière m'intéresse et que la politique n'est pas ma vocation. Elle a répliqué avec dédain que j'occupe la place des autres qui comprennent bien leur lutte (« Abo bumva umugambi kumwe, cad ceux qui comprennent l'idéologie du parti CNDD-FDD »).*

### **III. IMPACT DU MANQUE DE CARBURANT SUR LA SANTE ET L'ECONOMIE DES BURUNDAIS**

Le mois de mai 2017 a été caractérisé par une pénurie de carburant qui a occasionné des conséquences graves sur l'activité économique, le fonctionnement des services et le déplacement des personnes et des biens. Au moment où l'origine de la pénurie est devenue un secret de polichinelle (rareté et détournement des devises), nos hautes autorités au sommet de l'Etat à savoir le Président Pierre Nkurunziza et Révérien Ndikuriyo, président du sénat, ont continué à manipuler le public par le mensonge et le montage.

En visite en province Kayanza en date du 18 mai 2017 et répondant aux questions des participants à la réunion sur la pénurie du carburant, le président du sénat, Monsieur Révérien Ndikuriyo n'a pas hésité à déclarer que l'augmentation du nombre de voitures et des motos suite à la paix qui règne dans le pays, en est la principale cause. Pour lui, la seconde cause est l'augmentation du nombre de groupes électrogènes suite au problème d'électricité. Les mêmes arguments ont été soulevés par le président Pierre Nkurunziza.

Encore une fois, ces deux personnalités au sommet de l'Etat burundais ont manifesté devant le monde et l'histoire leur degré d'honnêteté face à un problème national qui hante tout un peuple.

Pourtant, cette pénurie de carburant a des impacts effrayants sur la vie du pays, la survie des ménages et la santé des citoyens.

1°En province Kirundo, plus de trois mois après sans une goutte de carburant dans toute la province, le coût du ticket de transport a doublé voire triplé. Un litre d'essence comme celui du gasoil sur le marché noir s'achète à 6000 Frbu. Le ticket du trajet Kirundo - Ngozi qui était de 4000 Frbu est allé jusqu' à 7000 et 8000 Frbu. De Kirundo à Bujumbura le ticket aller et retour était de 20.000 Frbu, mais le même trajet se paie à 34.000Frbu avec beaucoup de risques de manquer des véhicules.

Dans les hôpitaux de référence de Kirundo et Mukenke en commune Bwambarangwe, certains membres du personnel soignant affirment recevoir peu de patients transférés par des centres de santé dans les trois semaines écoulées car les ambulances des quatre districts de la province sanitaire de Kirundo sont garées suite au manque de carburant. Des informations recueillies révèlent un nombre très important des décès inédits surtout en rapport avec la maternité et les enfants de moins de 5 ans qui meurent à cause de l'anémie et d'autres complications de paludisme grave. Dans certains cas, des femmes enceintes sont obligées de prendre des taxis moto pour se rendre à l'hôpital car les responsables des CDS leur conseillent de se débrouiller à temps avec des fiches de transfert à la main. A cause des secousses, certaines femmes

enceintes ne parviennent pas à arriver à destination et accouchent en cours de route avec beaucoup de risques. Nos sources indiquent que les complications lors de l'accouchement emportent un nombre très important de femmes mais il est strictement interdit aux autorités administratives locales de donner rapport à n'importe qui. Il faut toujours signaler que les choses vont à la normale. C'est le slogan de tout administratif même si vous perdez le vôtre, pour ne pas du moins fragiliser le pouvoir.

Un mot d'ordre circule un peu partout à travers les bouches des membres du CNDD-FDD, *"Tout va bien, même le carburant sera en abondance demain"*

2° En province Cankuzo, les chauffeurs des véhicules du MINISANTE pendant la campagne de vaccination des enfants de 9 mois à 14 ans, organisée du lundi 15 mai 2017 au vendredi 19 mai 2017 ont stoppé les activités à cause du manque de carburant. La campagne a pu reprendre après que le Ministère s'est résolu à acheter le carburant au marché noir sur autorisation de l'autorité provinciale et la police.

Dans cette province de Cankuzo, les coûts du ticket de transport se sont multipliés par deux. Comme un litre est passé de 2200F (prix officiel) à 5000F (prix sur le marché noir), les frais de déplacement sont passés de 2000F/distance de 20km à 4000F à la même distance. Les voyages des agences comme Memento et Air ponctuel sont irréguliers et personne ne peut plus prendre un programme de voyage. Le carburant utilisé par les voitures de transport est acheté en Tanzanie à la Station de Kabanga, province Kagera. *"Si au moins les autorités burundaises nous laissaient l'amener en bidons au Burundi comme on le faisait lors de l'embargo en 1996, il n'y aurait aucun problème de carburant dans les régions frontalières avec la Tanzanie"*, se lamentent les conducteurs d'automobiles et motos.

Discrètement, un conseil de sécurité s'est tenu mardi le 16 mai 2017 pour palier à ce problème généralisé. Etaient présents le Gouverneur, les administrateurs communaux et les hauts gradés de la police et de l'armée. Ils se sont entendus de laisser le carburant entrer mais qu'on ne peut pas le légaliser officiellement, comme le commissaire de la PAFE l'a précisé pour ne pas se compromettre. Un policier qui nous a livré le secret dit que les acheteurs du carburant vont s'arranger à ce que ce commerce reste clandestin. Cela a été toléré même au niveau des frontières entre le Burundi et le Rwanda.

Dans tous les centres de santé et hôpitaux de la province Cankuzo, un manque criant de médicaments se remarque suite à la pénurie du carburant. Les malades reçoivent des calmants pour ne pas se décourager mais la maladie ne peut pas être traitée. Des enfants meurent car les infirmiers ne disposent plus l'Aspégic injectable ou paracétamol sirop pour diminuer la température. L'amoxicilline, ibuprofène, quinine, Efferalgan, les paracétamols n'y sont plus. Pas d'antibiotiques, pas d'antiallergiques ou augmentins. Un infirmier, titulaire d'un CDS, contacté sur ce sujet, admet qu'il y a un problème de médicaments qu'ils ne peuvent pas gérer. *"On avait l'habitude de faire commande de 50.000 comprimés de paracétamols par mois en deux lots mais maintenant les commandes ont été faites il y a déjà plus d'un mois sans issu"* ajoute ce titulaire. Le peu dont les CDS disposent est donné à ceux qui sont hospitalisés.

A la pénurie du carburant s'ajoute celle d'électricité qui cause un problème de conservation de médicaments. *« Maintenant tout s'achète au marché noir, à un prix très élevé. Les médicaments provenant de la Tanzanie comme Coartem ou Alaxin s'achètent à 5000FBU par cure alors que les malades sont pauvres et ne possèdent pas ce pouvoir d'achat. Ils disent que le malheur ne vient jamais seul. L'incidence et la gravité du paludisme sont en augmentation partout en province Cankuzo alors que, parallèlement, de plus en plus de souches de Plasmodium deviennent résistantes aux antipaludéens. »*

3° En province Makamba, au sud du pays, un nouveau système de commerce du carburant se fait au grand jour par les jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir. Le gouverneur Gad qui semble montrer une face d'une autorité dynamique et consciencieuse assiste et montre sa complicité devant cet état de fait. La photo suivante le montre si bien. Nous sommes au chef-lieu de la province Makamba, le gouverneur passe tout le temps devant ces jeunes à qui il fait un geste de salutation et de soutien.



Selon des sources sur place dans cette même province de Makamba, il y a presque trois mois que les produits pétroliers se font de plus en plus rares. Cette situation paralyse presque tous les domaines de la vie de la province en général et le domaine de la santé en particulier.

Cette pénurie de carburant rend très difficile l'accessibilité des soins de santé liée surtout aux problèmes de déplacement des prestataires et bénéficiaires des soins de santé. L'approvisionnement en médicaments est aussi devenu problématique.

Le personnel des établissements sanitaires se déplace soit par transport en commun soit en privé, selon les possibilités de chacun. Malheureusement, dans ces derniers jours ni les bus de transport en commun ni les véhicules privés ne sont servis en carburant, ce qui rend compliquer le déplacement pour aller sauver les vies humaines en danger.

Les uns sont obligés de s'absenter au travail suite à l'éloignement de leur résidence du lieu de travail. D'autres qui sont relativement proches du lieu de service sont contraints de travailler dur.

Ceux qui ont fait la garde nocturne sont contraints de travailler des heures supplémentaires en attendant en vain que leurs collègues arrivent pour prendre la relève.

Selon les sources concordantes en provenance des différents hôpitaux, des malades ont déjà succombé par manque de secours lié aux problèmes de ponctualité des prestataires justifiés par la pénurie du carburant.

La plupart des malades habitent loin des établissements de soins de santé d'où la nécessité des moyens de déplacement pour arriver en temps utile devant les prestataires ou les soignants.

Certains meurent en cours de route tentant difficilement d'arriver à l'hôpital, d'autres meurent à la maison parce qu'ils ont carrément manqué de secours.

En temps normal, les malades faisaient recours aux motards qui les déplaçaient même dans des heures avancées de la nuit ou pouvaient appeler l'ambulance pour le déplacement rapide.

Le transfert des malades vers les hôpitaux plus ou moins spécialisés dans tel ou tel autre domaine n'est plus facile. « *Nous assistons une personne mourir sans rien faire parce que les ambulances et d'autres moyens de déplacement ne sont plus trouvables* », nous révèle un citoyen qui venait de perdre un membre de sa famille.

Les femmes qui accouchent ont du mal à être accueillies surtout que les salles d'accouchement nécessitant une électrification suffisante sont aujourd'hui souvent obscures. Le travail nocturne est devenu quasiment impossible dans les CDS.

L'approvisionnement en médicaments est devenu problématique suite à la pénurie du carburant. De ce fait, il est très difficile d'accéder au stock sans avoir eu du carburant car le stock des médicaments utilisés à travers tout le pays se trouve à Bujumbura, tout comme la conservation de ces médicaments, une fois obtenus, devient problématique suite aux coupures d'électricité devenues monnaie courante dans notre pays. D'habitude, les gens faisaient recours aux groupes électrogènes qui consomment malheureusement le carburant introuvable aujourd'hui.

De cette manière, les médicaments sont endommagés par mauvaise condition de conservation, ce qui cause de grandes pertes aux hôpitaux.

4° La ville de Bujumbura vit ces derniers jours une pénurie de carburant et cela perturbe la circulation et le transport en ville. Le carburant est devenu un produit introuvable dans les stations-service de la Mairie de Bujumbura. Des passagers en ville forment des files d'attente le matin et soir dans les parkings pour pouvoir se rendre au service ou rentrer à la maison à cause du manque de carburant. Les chauffeurs s'expliquent en disant que le carburant qu'ils utilisent provient de la RDC à un prix très élevé allant jusqu'à 6000Fbu le litre. S'il arrive que l'une ou deux stations trouvent du carburant, il faut un pot de vin d'un billet de 5000Fbu pour être servi et se réveiller à 3heures du matin pour pouvoir s'approcher de la pompe, explique un des chauffeurs de bus contacté.

A cela s'ajoute le manque de courant électrique dans la capitale Bujumbura. La population vit dans l'obscurité suite au manque d'électricité. Certains quartiers comme Musaga, Bwiza et Kanyosha passent deux jours sans électricité et d'autres peuvent en avoir durant une heure seulement par jour. Cette pénurie cause beaucoup de problèmes dans les ménages. Ceux qui substituaient le manque d'électricité à l'utilisation de groupes électrogènes ne savent plus sur quel pied danser.

Des citoyens dont travail nécessite de l'électricité se lamentent d'une énorme perte. Les ateliers de soudure, les boucheries et les points de vente de lait ont fermé leurs portes.

Des sociétés privées ont du mal à alimenter leurs groupes électrogènes. C'est le cas de la société de télécommunication **Viettel** qui, dans sa correspondance n°105/2017 qu'elle a adressé au Ministre de l'Energie et Mines, lui a demandé la permission d'aller acheter du carburant dans les pays frontaliers pour alimenter ses groupes électrogènes.

D'autres institutions même étatiques ont du mal à déplacer leur personnel .Ici on notera le cas de **I'OBR** qui, dans un circulaire n°540/92/474/2017 du commissaire des services généraux avait demandé à ses employés en possession de véhicules, de se faire inscrire du 18 au 22 mai 2017, muni de la carte rose du véhicule. « *Face à un problème national sans solution, à chacun de se débrouiller pour y faire face* », a indiqué un chef d'entreprise qui priait ses employés d'éviter des retards au service.

5°En province Kayanza, au marché noir du chef-lieu de la province, le prix d'un litre d'essence varie de 7000 à 8000 Fr bu. Comme conséquences, les prix des denrées alimentaires ont grimpé, le prix du ticket de transport a fortement augmenté comme le montre le tableau suivant :

Lignes de transport	ancien tarif	nouveau tarif
Kayanza - Ngozi	2000 Fr	4000 Fr
Kayanza - Rwegura	1500 Fr	4000 Fr
Kayanza - Kanyaru	3000 Fr	5000 Fr
Kayanza - Bujumbura	6000 Fr	10000 Fr

Suite au manque de carburant partout dans la province, on observe un commerce ambulante du carburant effectué par des administratifs en complicité avec les jeunes Imbonerakure. Dans la commune Nyabiraba de la province Bujumbura, le commerce de carburant est fait par l'administrateur et le directeur communal de l'enseignement.

A Mugongo-Manga, c'est l'administrateur communal en collaboration avec un Imbonerakure du nom d'Abraham qui font le commerce du carburant. Ces administratifs le vendent à 6500Fbu par litre et dans certains cas, pour l'avoir, il faut en plus leur donner une corruption.

La population assiste en silence, elle a peur d'en dire un mot par peur des représailles. Dans cette province, des sources sur place dénoncent des entraînements paramilitaires réguliers dans presque toutes les communes, notamment : Mutimbuzi, Mutambu, Isale, Mukike, Mugongo-Manga, Nyabiraba. Ces entraînements sont supervisés par l'honorable député Adolphe Banyikwa en collaboration avec le gouverneur Nadine Gacuti. Des élèves et écoliers sont impliqués dans ces entraînements.

#### **IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Le FORSC regrette le comportement des dirigeants burundais qui font fi des règles fondamentales d'une gestion simple d'un Etat de droit, en période moderne de l'histoire du monde. Il dénonce une volonté manifeste du pouvoir CNDD-FDD de détruire toutes les valeurs qui fondent un Etat démocratique respectant la dignité de l'être humain, ses droits et ses libertés.

Le comportement des dirigeants du Burundi cache mal la volonté de nuire à tout un peuple. Leur indifférence face à la souffrance des burundais, leur arrogance contre les partenaires traditionnels, les discours publics incitant à la violence et à la haine attestent gravement la détermination à mettre le pays à feu et à sang si des mesures ne sont pas prises pour les rappeler à l'ordre.

Fortement préoccupé par cette situation, le FORSC émet des recommandations suivantes :

##### **Au gouvernement du Burundi :**

- Mettre un terme aux discours et slogans qui appellent à la violence et à la haine ;
- Démanteler la milice Imbonerakure qui sème le désordre dans le pays ;
- Mettre fin au détournement des fonds publics et les mettre au service des contribuables en situation de misère entretenue ;
- Mettre un terme aux contributions forcées qui aggravent la situation financière des ménages déjà éprouvés par une pauvreté sans nom ;
- Restaurer un Etat de droits qui respecte la dignité de l'être humain, ses droits et libertés fondamentaux ;
- Privilégier le dialogue au lieu de la violence comme moyen de résolution des conflits.

##### **A la population burundaise :**

- Prendre le courage de ses deux mains et refuser la tyrannie et l'esclavage ;
- Garder la cohésion et rejeter les manipulations politiques qui les appellent à des divisions.

##### **A l'UA :**

- Réactiver la résolution du Conseil Paix et Sécurité visant à déployer une force de protection, la Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi (MAPROBU) pour notamment protéger les sites de déplacés internes qui sont sous la menace de la milice Imbonerakure.

##### **Au Conseil de sécurité des Nations Unies :**

- Mettre en application la résolution 2303 du Conseil de sécurité des nations unies qui autorise le déploiement d'une police onusienne de protection des burundais en détresse.